



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Prestations de restauration collective pour l'École Nationale des Greffes

École Nationale des Greffes
Cellule des marchés publics
5, Boulevard de la Marne CS 27109
21071 DIJON CEDEX
Tél : 03.80.56.58.00

SOMMAIRE

1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	4
1.1 - OBJET DU CONTRAT	4
1.2 - DECOMPOSITION DU CONTRAT	4
1.3 - TYPE D'ACCORD-CADRE	4
1.4 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	4
2 - DEVELOPPEMENT DURABLE	5
2.1 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	5
2.2 - CONSIDERATIONS SOCIALES	5
2.1.1 <i>Les publics visés</i>	5
2.1.2 <i>Les modalités de mise en œuvre</i>	5
2.1.3 <i>Le dispositif d'accompagnement des entreprises.</i>	6
2.1.4 <i>Les modalités de contrôle</i>	6
2.1.5 <i>Pénalités pour non-respect de la considération sociale.</i>	6
3 – CONFLIT D'INTERETS	6
4 - PIECES CONTRACTUELLES.....	7
5 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	7
6 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	7
6.1 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	7
6.2 - RECONDUCTION	7
7 - PRIX	8
7.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	8
7.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	8
7.3 - CLAUSE DE REVISION EXCEPTIONNELLE	8
7.4 - CLAUSE DE RENDEZ-VOUS.....	9
8 - GARANTIES FINANCIERES.....	9
9 - AVANCE	9
9.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	9
9.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	9
10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	9
10.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	9
10.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
10.3 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	10
10.4 - PAIEMENT DES COTRAITANTS	10
11 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
11.1 - SUIVI COMMERCIAL.....	11
11.2 - TENUE DE TEMPS D'ECHANGES PERIODIQUES PROPRES A ORGANISER LA VIE DU CONTRAT	11
11.3 - CONDITIONS GENERALES DE LIVRAISONS, STOCKAGE, EMBALLAGE ET TRANSPORT	11
12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
12.1 - VERIFICATIONS	11
12.2 - DECISION APRES VERIFICATION.....	11
13 - PENALITES.....	11
13.1 - PENALITES DE RETARD.....	11
13.2 - PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE.....	12
13.3 - AUTRES PENALITES SPECIFIQUES.....	12

14 - ASSURANCES.....	13
15 - RESILIATION DU CONTRAT	13
15.1 - CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	13
15.2 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	13
15.3 - TRAVAIL DISSIMULE	14
16 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	14
17 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES	14
17.1 - CONFIDENTIALITE	14
17.2 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	14
17.2.1. <i>Obligations du prestataire.....</i>	15
17.2.2. <i>Sort des données</i>	15
17.2.3. <i>Assistance et conseil.....</i>	15
17.2.4. <i>Traitement des violations de données.....</i>	15
17.2.5. <i>Contrôle.....</i>	15
17.2.6. <i>Traitement de données personnelles par l'Ecole Nationale des Greffes.....</i>	16
18 - CLAUSES COMPLEMENTAIRES	16
18.1 - CLAUSE DE REEXAMEN ET MODIFICATIONS DU CONTRAT	16
18.2 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	16
18.3 - DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL	16
19 - DEROGATIONS	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations de restauration collective pour l'Ecole Nationale des Greffes :

- Les repas du restaurant administratif, fonctionnant 7j/7 à raison des trois repas journaliers,
- Les repas des enfants de la crèche.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations ne sont pas alloties.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant du marché est estimé à **450 000 € par an**.

Le montant maximum annuel du marché est fixé à **600 000 € HT**.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Dans le cas où le maximum serait atteint avant l'échéance contractuelle normale, le pouvoir adjudicateur peut reconduire le marché sans délai aux conditions initiales sans qu'il soit besoin d'attendre la fin de la période en cours. Dans ces conditions, un courrier de reconduction anticipée sera adressé sans délai au titulaire du marché. Si le montant total maximum est atteint, notamment après le jeu de toutes les périodes de reconduction, l'accord-cadre prend fin de plein droit.

Le marché est à prix unitaires et le prix sera payé en fonction des quantités réellement exécutées déterminées sur chaque bon de commande.

De ce fait, les quantités portées au Détail Quantitatif Estimatif ne sont qu'indicatives.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Développement durable

2.1 - Considérations environnementales

Les conditions d'exécution des prestations comportent des obligations environnementales qui prennent en compte les objectifs de développement durable décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

2.2 - Considérations sociales

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle rappelés par le Plan National des Achats Durables 2022-2025 qui vise l'augmentation de l'intégration de considérations sociales dans les contrats de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a souhaité faire application des dispositions des articles L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer ce marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'entreprise attributaire devra réaliser **154 heures d'insertion par an, soit 616 heures d'insertion sur la durée totale du marché.**

2.1.1 Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes, éloignées de l'emploi rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif d'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP EMPLOI, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Ces personnes doivent auparavant être obligatoirement validées, avant toute prise d'emploi, par la facilitatrice de CRÉATIV'.

L'entreprise attributaire devant réintégré dans ses effectifs le personnel précédemment en fonction de l'entreprise sortante (en application de l'article L.1224-1 du code du travail et de l'avenant n°3 de la convention collective nationale des entreprises de restauration étendu par arrêté du 6 juin 1986,), l'exécution de la considération sociale ne peut être immédiate. L'obligation peut être mise en œuvre pendant l'exécution du marché, à l'occasion de remplacement de postes vacants – congés d'été, par exemple – ou de création de nouveaux postes de travail.

2.1.2 Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1^{ère} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion, ESAT,

Entreprise adaptée

- 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire)
- 3^{ème} modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

2.1.3 Le dispositif d'accompagnement des entreprises.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises.

Les entreprises désireuses d'obtenir des informations peuvent ainsi prendre contact avec :

Madame MASTRORILLO Solène
CRÉATIV'
smastrorillo@creativ21.fr
06.88.62.49.56

2.1.4 Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de CRÉATIV', le titulaire fournit, dans le délai d'1 mois, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné par le pouvoir adjudicateur à l'article 2.1.3 titulaires, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le pouvoir adjudicateur peut procéder à la résiliation du marché.

2.1.5 Pénalités pour non-respect de la considération sociale

En cas de non-respect des obligations relatives à la considération sociale imputable au titulaire, le titulaire subira une pénalité égale à 70 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entreprise subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

3 – Conflit d'intérêts

Le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle le titulaire a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la réalisation de l'accord-cadre public. ».

Le titulaire s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai l'acheteur.

Au regard de la situation qui lui a été rapportée, l'acheteur peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre de réponse technique ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux.

5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans à compter du 1^{er} mai 2025.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. **Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2.** La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de **4 ans**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir

adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du contrat comprennent :

- Les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- Les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

7.2 - Modalités de variation des prix

La première année, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire.

Pour les années suivantes, le mois de référence sera le mois de janvier, c'est-à-dire le mois anniversaire de la présente procédure.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$P = P0 (0,15 + 0,85 (A/A0))$$

Où :

P = Nouveau prix unitaire HT révisé.

P0 = Prix en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du contrat.

A0 = La valeur de l'indice mensuel « Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 11.1.2 - Cantines Identifiant 001764235 » - Valeur de l'indice au mois zéro (janvier 2025) pour la 1ère révision et valeur du dernier indice utilisé pour les révisions ultérieures.

A = La valeur de l'indice mensuel « Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 11.1.2 - Cantines Identifiant 001764235 » - Valeur de l'indice publié au mois de la révision.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

Les prix sont actualisables à la date anniversaire du marché dans les conditions ci-après définies :

Le titulaire propose par lettre recommandée avec accusé de réception postale, au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire du marché, un nouveau barème de tarification. En l'absence de nouvelle proposition tarifaire, le tarif de l'année précédente sera automatiquement reconduit.

L'Ecole Nationale des Greffes dispose d'une période d'un mois pour accepter ces nouveaux tarifs. Sans réponse de la part du pouvoir adjudicateur dans ce délai, le tarif est réputé accepté.

7.3 - Clause de révision exceptionnelle

Sur demande du titulaire et en cas d'augmentation dûment justifiée des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations, l'acheteur se réserve la faculté d'accepter de manière exceptionnelle et à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre, une hausse des prix du contrat supérieure au seuil prévu.

Pour ce faire, le titulaire doit notamment apporter la preuve que l'achat des matériaux concernés était postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible, ou tout autre élément permettant de justifier l'augmentation des prix.

7.4 - Clause de rendez-vous

Suite à un ou plusieurs augmentations tarifaires sur le fondement de l'article 7.3 du présent CCAP, une diminution voire un retour aux prix initiaux du contrat est effectué dès lors que l'augmentation des prix des matières premières ou composants indispensables à l'exécution des prestations est réduite ou n'est plus d'actualité.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur dans les meilleurs délais afin d'acter la révision de prix.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut

la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) :
 - Ecole nationale des Greffes : 192 116 606 00018

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11 - Conditions d'exécution des prestations

11.1 - Suivi commercial

Le titulaire du marché désigne le correspondant chargé du suivi de la relation avec l'Ecole Nationale des Greffes. Cette personne aura également un rôle de conseils auprès du responsable du service de restauration. Ses coordonnées seront communiquées au plus tard à la date de démarrage des prestations. En cas de changement de correspondant, le titulaire informe les membres du groupement des nom, qualité et coordonnées de son successeur.

11.2 - Tenue de temps d'échanges périodiques propres à organiser la vie du contrat

Dans le cadre de l'exécution du contrat il est prévu les temps d'échanges suivants :

- Une réunion de lancement du contrat qui se déroulera au plus tard dans les 15 jours suivants la notification de ce dernier. Elle aura notamment pour objectif de rappeler les engagements contractuels et de présenter les différents intervenants ;
- Une réunion annuelle dont l'objectif est de faire un bilan de l'année écoulée et d'envisager les perspectives liées à la nouvelle année d'exécution à venir, y compris pour la révision des prix. Elle se déroulera au plus tard 3 mois avant la date annuelle d'échéance. Le titulaire sera chargé de fournir un bilan annuel qui constituera le support de cette réunion ;
- Plusieurs réunions de suivi dont la périodicité sera à définir.

Ces temps d'échange se feront physiquement sur un site de l'acheteur ou, si les 2 parties en sont d'accord, sous forme de visio ou téléconférence. Les dates des réunions seront fixées en accord avec l'acheteur qui assurera les convocations.

11.3 - Conditions générales de livraisons, stockage, emballage et transport

L'adresse de l'ensemble des prestations détaillées dans le CCTP est la suivante :

**5, Boulevard de la Marne
21000 DIJON**

Le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire l'ensemble des moyens lui permettant d'accéder aux installations afin d'assurer sa prestation.

En cas de perte, le pouvoir adjudicateur devra être immédiatement informé et les clés seront remplacées aux frais du titulaire.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison, indiqué à chaque bon de commande, est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par quart d'heure de retard, une pénalité fixée 25,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autres pénalités spécifiques

NIVEAU	DESIGNATION	BAREME
1	Défaut de transmission des menus en amont de la période concernée	50€ par jour de retard après la 1ère mise en demeure restée sans effet
1	Défaut de plan alimentaire pour la commission restauration trimestrielle	150 € par manquement constaté
1	Non-respect de l'affichage des menus sur le restaurant	150 € par manquement constaté
1	Non-respect de l'affichage des spécifications qualitatives (fait maison, labels SIQO) et des allergènes sur les menus	50 € par manquement constaté
1	Défaut d'affichage des tarifs en cas de revalorisation	150 € par manquement constaté
1	Non-respect du choix correspondant au menu affiché en début de service	50 € par manquement constaté
1	Non-respect d'un minimum de choix de 60% des composantes du menu en fin de service	50 € par manquement constaté
1	Rupture de choix de menu végétarien	150 € par manquement constaté
1	Non transmission des données permettant la saisie sur le site Ma Cantine au plus tard le jour de la commission restauration	150 € par manquement constaté
1	Non-respect du programme d'animations et repas à thème	150 € par manquement constaté à l'issue de chaque période
1	Non-respect des modalités de tri des déchets de production et de consommation	100 € par manquement constaté
1	Non-respect des grammages (quantités inférieures au GRCN)	100 € par manquement constaté
1	Défaut de transmission du rapport trimestriel, incluant les données EGALIM et les comptes rendus de commissions.	150 € par manquement constaté
2	Non-respect de la concordance entre les informations affichées sur les menus et les produits réellement utilisés (origines, labels, allergènes...)	200 € par manquement constaté
2	Défaut de prise en compte des revalorisations de subventions sur le prix des repas pour les convives	300 € par manquement constaté
2	Défaut de bonne utilisation et entretien des matériels mis à disposition	300 € par manquement constaté
2	Défaut de formation du personnel (hygiène, entretien du matériel, montée en compétence)	300 € par manquement constaté
2	Absence simultanée du chef gérant et du second - par jour	300 € par jour
2	Absence prolongée (au-delà de 7 jours) de chef gérant en dehors des périodes de congés	300 € par jour
2	Défaut de dimensionnement de l'équipe (par rapport au plan de charge fourni par l'ENG) et ayant un impact sur la fluidité du service	200 € par manquement constaté
2	Défaut de participation à la commission restauration par le prestataire	300 € par manquement constaté
3	Interruption totale du service, sauf accord préalable de l'ENG ou cas de force majeure (voir CCAP) - par jour	500 € par manquement constaté
3	Non-respect des DLC	500 € par manquement constaté

3	Non-respect du plan de maîtrise sanitaire	500 € par manquement constaté
3	Défaut de contrôle bactériologique et de transmission des résultats à l'ENG	500 € par manquement constaté à l'issue de chaque période

Les pénalités pourront être décomptées par le pouvoir adjudicateur sur la facture du mois suivant celui de leur constatation et donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal énonçant les manquements, envoyé au titulaire. Le titulaire pourra faire valoir auprès du pouvoir adjudicateur ses observations et contestations éventuelles, en les accompagnants des justificatifs appropriés. Au vu des justifications, le pouvoir adjudicateur pourra décider de réduire ou de ne pas appliquer ces pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnités ni préavis si plusieurs incidents (listés dans les pénalités, en article 14.3) devaient se produire :

- Cinq incidents conduisant à des pénalités de niveau 2
- Trois incidents conduisant à des pénalités de niveau 3

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncera poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15.3 - Travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur résiliera l'accord-cadre.

Le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 – Confidentialité et protection des données

17.1 - Confidentialité

Les données auxquelles a accès le titulaire durant l'exécution du marché relatif aux **prestations de restauration collective pour l'Ecole Nationale des Greffes** sont confidentielles et ne doivent pas être divulguées ou retransmises à des personnes physiques ou morales non autorisées ou non habilitées.

Ces données ne pourront être utilisées par le titulaire à des fins autres que celles prévues par le présent marché.

Par ailleurs, cette utilisation sera opérée dans le strict respect de la législation relative à la protection des données à caractère personnel et au secret professionnel tel que défini par les articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Ces règles de confidentialité s'appliquent notamment au personnel du titulaire et de son éventuel sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-respect de la clause présente clause de confidentialité, le titulaire ou, le cas échéant, son sous-traitant, s'expose à des sanctions pénales.

De même, l'Ecole Nationale des Greffes pourra résilier le marché sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra réclamer.

L'obligation de confidentialité s'applique au-delà de l'échéance du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

17.2 – Protection des données personnelles

En complément de l'article précédent et conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, et au RGPD (Règlement de l'UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données personnelles), le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations relatives aux données à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

17.2.1. Obligations du prestataire

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- Procéder en fin de contrat, selon les instructions de l'Ecole Nationale des Greffes destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, soit à les renvoyer à l'Ecole Nationale des Greffes au terme de la prestation de service.

Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

17.2.2. Sort des données

Aucune donnée personnelle ne sera utilisée par le titulaire ou son sous-traitant au-delà de l'échéance du marché ni conservée, sauf obligation légale de conservation.

17.2.3. Assistance et conseil

Le titulaire aidera l'Ecole Nationale des Greffes à remplir ses obligations fixées par les articles 32 à 36 du RGPD et plus particulièrement :

- En cas de nécessité de communication aux personnes concernées à la suite d'une violation de données à caractère personnel ;
- En cas de réalisation d'une analyse d'impact relative à la protection des données.

17.2.4. Traitement des violations de données

Le titulaire s'engage à informer l'Ecole Nationale des Greffes de toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, conformément à l'article 33 du RGPD.

17.2.5. Contrôle

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le prestataire.

Conformément à l'article 30 du Règlement Général sur la Protection des Données personnelles (UE) 2016/679 (« RGPD »), si le prestataire effectue un traitement pour le compte de l'Ecole Nationale des Greffes, le titulaire tiendra à jour un registre précisant :

- Les catégories de traitements effectués pour l'Ecole Nationale des Greffes ;
- Une description générale des mesures de sécurité mises en œuvre ;
- Les coordonnées de son Délégué à la Protection des Données (DPO).

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations de sécurité de l'organisation.

Le prestataire devra mettre à la disposition des représentants de l'Ecole Nationale des Greffes mandatés toutes les informations nécessaires pour permettre la réalisation d'audits de conformité au RGPD, conformément à l'article 28 du RGPD.

17.2.6. Traitement de données personnelles par l'Ecole Nationale des Greffes

Le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur sera amenée à collecter et à traiter des données à caractère personnel comprenant les noms, prénoms, adresses mails et numéros de téléphone professionnels des personnels du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants pour les besoins de l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre comprenant notamment le traitement des demandes de paiement du titulaire ou de ses sous-traitants et la mise à jour de sa base de données relative à ses prestataires de services.

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants dispose d'un droit permanent d'accès, de rectification et d'opposition au traitement des données le concernant conformément au droit applicable en vigueur.

Chaque personne peut exercer ses droits en adressant sa demande au délégué à la protection des données de l'Ecole Nationale des Greffes à l'adresse suivante :

**École Nationale des Greffes
Cellule des marchés publics
5, Boulevard de la Marne CS 27109
21071 DIJON CEDEX**

18 - Clauses complémentaires

18.1 - Clause de réexamen et modifications du contrat

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation du titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

18.2 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

18.3 - Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

19 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG-Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG- Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services